

Paris, le 12 novembre 2018

L'encadrement : enjeu stratégique

Notre organisation syndicale s'est constamment présentée aux élections en assumant d'être un syndicat « vertical », c'est-à-dire un syndicat représentant l'ensemble des catégories d'agent.e.s. Il s'agit là d'une volonté de cohérence car, à la DGFIP plus qu'ailleurs sans doute, il n'est ni souhaitable ni, disons-le, sérieusement valable de saucissonner la défense individuelle et collective des intérêts moraux et matériels des personnels.

Le verticalisme n'est pas qu'une conception « solidaire » et globale de ce que doit être une représentation des personnels (après tout, nous sommes toutes et tous agent.e.s des finances publiques), c'est aussi une valeur. Il ne consiste pas en une addition d'intérêts catégoriels mais bien à porter une défense commune en refusant la fragmentation sociale. En d'autres termes, il s'agit d'éviter le piège que tout « gouvernant » veut tendre : « diviser pour mieux régner ».

Le mécontentement, très largement partagé au sein des cadres, des évolutions des règles de gestion en constituent un exemple éclairant. Les conséquences des restructurations des postes comptables sur l'avenir des cadres supérieurs font écho aux inquiétudes de l'ensemble des agent.e.s des finances publiques face aux remise en cause des règles de gestion.

La sidération de nombreux cadres sur l'évolution de l'action publique telle que le gouvernement veut l'imposer rejoint le mécontentement de l'ensemble des personnels devant le manque de moyens et, plus largement, face à l'orientation voulue par le gouvernement.

La stupéfaction des cadres devant la tentation d'en finir avec la séparation ordonnateur/comptable ou devant l'évolution de la conception et de l'organisation du contrôle fiscal est la même que celle de tous les agents face au manque de moyens, à la dégradation des conditions de travail et, surtout, à la perte de sens des missions.

Plus largement, les raisons de la colère face au manque de visibilité, à la sensation de n'être considéré que comme un coût et une variable d'ajustement et au sentiment d'une déconnexion des pouvoirs publics face aux véritables enjeux sont communs à tous...

Comment ne pas évoquer par ailleurs les enjeux liés en matière d'évolution de la pyramide des emplois et, par conséquent, de promotions internes ? Défendre l'encadrement et les promotions internes de l'ensemble des catégories et vouloir une reconnaissance des qualifications des agents, c'est défendre une cohérence qui ne peut s'arrêter, ni démarrer, à tel ou tel grade...

L'encadrement constitue un enjeu stratégique important. Il est l'un des « fronts » sur lequel se joue l'évolution du service public et du « management ». En matière de gestion des agents et d'exercice des missions, c'est également un enjeu important en termes de promotion sociale, de technicité et d'expertise.

C'est en ce sens, et constamment avec le souci de défendre l'ensemble des personnels de tout grade, et l'ensemble des missions de la DGFIP que notre organisation s'exprime tant devant la presse et l'opinion publique que devant les parlementaires, les ministres et la direction générale.

Nos actions ? Elles consistent à informer, à analyser, à proposer. Et ce, tout à la fois dans les instances face à la DG et aux ministres, devant la presse, devant les grands corps de l'État, devant les élus et, avant tout, devant l'ensemble des personnels des finances publiques. Avec, au surplus, une prise en compte particulière des questions touchant à l'encadrement.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans la défense d'une action publique correctement dotée en moyens et, surtout, véritablement reconnue. De ce point de vue, les pouvoirs publics sont certes en marche, mais à contre-sens... Notre organisation et ses candidat.e.s souhaitent avant tout reprendre la bonne route.